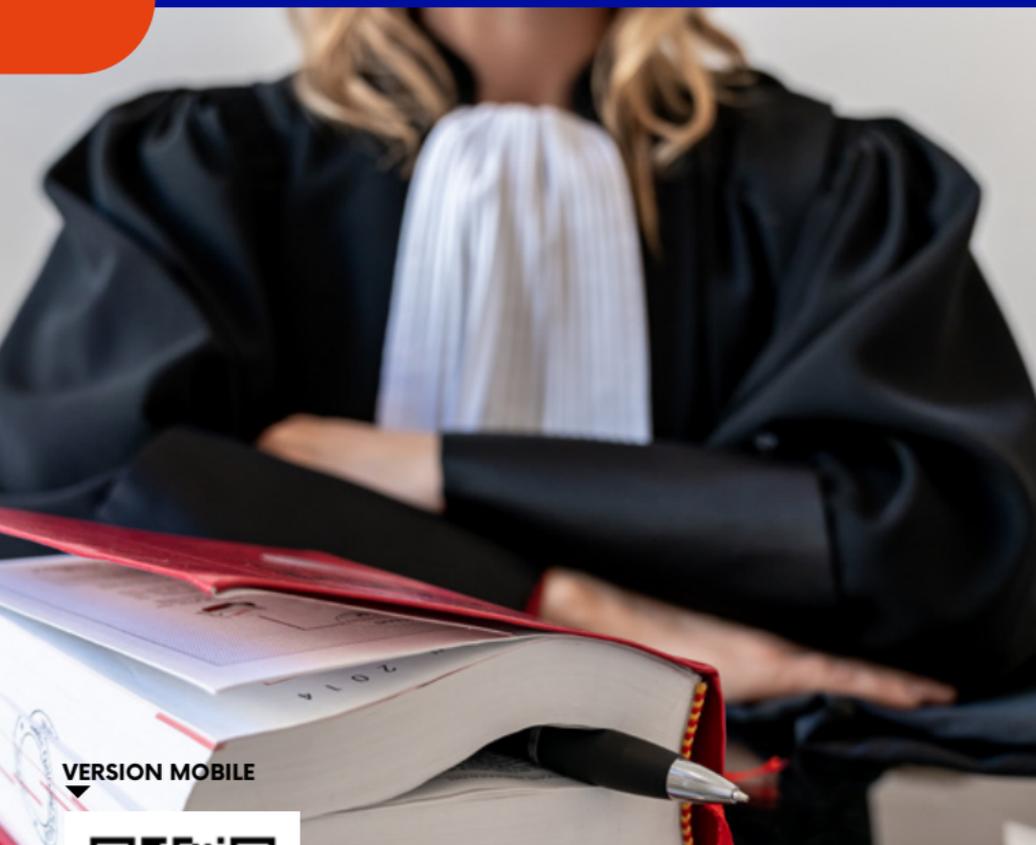


CHOISIR MON MÉTIER

LES MÉTIERS DU **DROIT** EN PAYS DE LA LOIRE



VERSION MOBILE



 **L'ORIENTATION**
EN RÉGION
DES PAYS DE LA LOIRE

 **RÉGION**
PAYS
DE LA
LOIRE

DES CHIFFRES

AU NIVEAU NATIONAL

70 073 avocats (1^{er} janv 2020)
+3% en moyenne / an

56% de femmes

58% exerçant en province

UNE HAUSSE DES OFFRES D'EMPLOI

+ 95% pour les juristes en droit des assurances

+ 69% pour les juristes en droit social,
protection sociale

+ 22% pour les avocats en droit des assurances

+ 21% pour les avocats en droit commercial

Source : chiffres Ministère de la justice 2019 et Chiffres Village-justice.com by Legi Team

EN PAYS DE LA LOIRE

Barreau de Nantes : **1^{er}** Barreau du **Grand Ouest**
(10^e français) avec 1 163 avocats inscrits,
dont 60% de femmes et une moyenne d'âge de 40 ans

Requérir une peine devant un tribunal, défendre les droits d'auteur d'un artiste ou contrôler les conditions de travail dans une entreprise sont des activités très variées, qui s'inscrivent dans le respect et l'application des lois. Un grand ensemble de métiers qui participent au bon fonctionnement de notre société.

AU SERVICE DES CITOYENS

Au **tribunal**, les acteurs de la justice exercent des fonctions fondamentales visant à garantir l'égalité des droits. Ils poursuivent les auteurs d'infractions, assurent la défense des victimes et des prévenus, ou consignent les débats pendant les procès.

En **étude**, ils formalisent et enregistrent tous les actes importants de la vie (achat/vente d'un bien immobilier, mariage/divorce, succession de biens au sein d'une famille, etc.), procèdent à des états des lieux ou à la vente aux enchères de matériels (faillite d'entreprise).

AU SERVICE DE L'ENTREPRISE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le respect du Code du travail, de la propriété intellectuelle, des données personnelles ou des lois de finance publique nécessitent des compétences et savoirs particuliers. Ces spécialistes du droit garantissent la conformité légale des activités et défendent les intérêts de la structure pour laquelle ils travaillent. Ils peuvent également exercer leurs compétences dans le domaine bancaire, les assurances ou l'immobilier.

DEUX TENDANCES CROISSANTES AU SERVICE DE LA RELATION CLIENT

Le *legal design* consiste à rendre les notions et textes de loi plus accessibles, plus facilement compréhensibles grâce par exemple au graphisme. Il vise à donner une place centrale à l'utilisateur.

Les *softskills** deviennent de plus en plus essentiels pour faciliter la communication. L'intelligence émotionnelle et le sens des relations interpersonnelles sont nécessaires pour être vraiment à l'écoute, et inspirer confiance.

* *compétences douces ou savoir-faire comportementaux*



Sophie, juge pour enfants

Après l'École nationale de la magistrature, cette jeune juge s'efforce de protéger les enfants en danger, en accompagnant notamment les parents dans la résolution des problèmes. Elle reçoit également les mineurs délinquants afin d'échanger et de déterminer des sanctions adaptées aux infractions. « Le dialogue et un climat de confiance sont nécessaires pour essayer de réparer, de corriger des parcours difficiles. »

DES MÉTIERS



AU SERVICE DES CITOYENS

■ **Avocat**

Auxiliaire de justice et fin orateur, il représente et défend les particuliers devant les tribunaux. Il peut également conseiller les entreprises ou les collectivités.

■ **Clerc de notaire**

En étude, il rédige, prépare et fait authentifier les actes notariaux (achats, donations, mariages, etc.), et traite les différents dossiers. Ce technicien du droit sait écouter et conseiller les clients.

■ **Commissaire de justice** (nouveau à partir de 2022)

Cette profession remplacera progressivement les métiers d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire : exécution de décisions de justice, ventes aux enchères, constat d'état des lieux, etc.

■ **Greffier**

Lors des procès, ce « scribe » de la justice consigne avec rigueur et précision l'intégralité des débats et veille à la conservation des jugements. Il est le garant du respect des règles de procédure.

■ **Substitut du procureur (ou « avocat général »)**

Défenseur de la société, il examine les dossiers d'infractions qui lui sont communiqués (ex. : Police). Il intervient à toutes les étapes de la chaîne pénale : mise en examen, enquête, etc.



AU SERVICE DE L'ENTREPRISE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

■ **Assistant juridique (ou secrétaire juridique)**

Ce secrétaire spécialisé travaille au sein du service juridique d'une entreprise (mais aussi cabinet d'avocat ou étude d'huissier). Il administre les dossiers, accueille, répond au téléphone, etc.

■ **Chargé des affaires juridiques**

En administration, il peut travailler sur le droit fiscal, le droit du travail, la réglementation des marchés publics, ou simplement faire du conseil juridique.

■ **Data protection officer (juriste data)**

Au sein d'une organisation, d'une entreprise, il travaille sur la protection et la gestion des données personnelles, dans le cadre de la loi française sur les données personnelles adaptée au RGPD*.

■ **Gestionnaire de contrats d'assurance**

Il gère les dossiers d'assurance jusqu'à l'indemnisation des sinistres. Il est un interlocuteur privilégié pour ses clients, notamment par ses capacités à adapter les contrats des produits à leurs besoins.

■ **Inspecteur du travail**

Cet agent de la fonction publique contrôle en entreprise l'application des lois régissant le travail : règles de sécurité, salaires, congés payés, etc. Il fait également de la prévention en informant les personnels.

TOUS LES MÉTIERS SONT MIXTES !

* Règlement général sur la protection des données, de l'union européenne

DES QUESTIONS ?

« ACCÉDER AUX ÉTUDES DE DROIT SANS LE BAC ? »

C'est possible, en suivant préalablement un programme de deux ans à l'université (cours du soir, samedi matin, en ligne). Cette formation (droit civil, droit commercial, droit pénal, informatique, anglais) est sanctionnée par la capacité en droit (CAPD). Elle est aussi accessible aux bacheliers qui souhaitent se préparer, avant d'entamer une licence de droit.

« L'APPRENTISSAGE, EN DROIT AUSSI ? »

Des formations en droit, vers un BUT, une licence ou un master, peuvent être effectivement suivies par la voie de l'apprentissage (cours et première expérience professionnelle en parallèle). Cette formule permet aux universités de professionnaliser leur cursus de droit, et d'apporter ainsi à leurs élèves une meilleure employabilité pour une insertion professionnelle plus rapide.

« DROIT PRIVÉ, DROIT PUBLIC, DROIT INTERNATIONAL ? »

Le droit privé correspond à l'ensemble des règles dédiées aux particuliers (personnes physiques) et aux entreprises privées (personnes morales). Le droit public est destiné aux organismes publics, l'administration et aux relations avec les personnes et les entreprises. Le droit international concerne quant à lui les relations entre les différents états ou leurs ressortissants.

DES PARCOURS



Djibril,
substitut du
procureur

École nationale de la
magistrature
Master de droit

BAC +7

École nationale
de la magistrature

BAC +5

Master



Laura,
data protection
officer

Master de droit
et Certificat de
spécialisation délégué à
la protection des données



Linh,
inspectrice du
travail

Licence de droit
et formation à l'Institut
national du travail,
de l'emploi et de la
formation professionnelle
(18 mois)

BAC +3

Licence, licence pro,
BUT

BAC +2

BTS, DEUST, DU



Philippe,
assistant juridique

BTS Support à l'action
managériale
Bac général

BAC

Bac général

DES FORMATIONS EN PAYS DE LA LOIRE

■ **Assistant juridique (ou secrétaire juridique)**

NIVEAU BAC +2

BTS Support à l'action managériale
DEUST Assistant juridique (hors académie)
DU Secrétaire juridique (hors académie)

NIVEAU BAC +3

BUT Carrières juridiques (hors académie)
Licence pro mention activités juridiques : assistant juridique (hors académie)

■ **Avocat**

NIVEAU BAC +6

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa)
Accès à l'École d'avocats (formation de 18 mois) sur concours après un Master 1 de droit minimum et une année de préparation

■ **Chargés affaires juridiques**

NIVEAU BAC +5

Master Droit public

■ **Clerc de notaire**

NIVEAU BAC +3

Licence pro Métiers du notariat

NIVEAU BAC +4

Diplôme des métiers du notariat

■ **Commissaire de justice**

Certificat de l'Institut national de formation des commissaires de justice (2 ans)

NIVEAU BAC +5

Master Droit ou diplôme reconnu équivalent pour se présenter à l'examen

■ **Contrôleur des finances publiques**

NIVEAU BAC

École nationale des finances publiques

■ **Data protection officer**

NIVEAU BAC +3 ou +5

en droit et une certification DPO (délégué à la protection des données).
Certificat de spécialisation délégué à la protection des données (CNAM)

■ **Gestionnaire de contrats d'assurance**

NIVEAU BAC +5

Master Droit des assurances

■ **Greffier**

École nationale des greffes de Dijon (formation rémunérée de 18 mois)
Accès sur concours avec un bac +2 en droit ou un BUT Carrières juridiques (bac +3)

■ **Inspecteur du travail**

Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
Accès sur concours avec un bac +3 au minimum

■ **Juge**

NIVEAU BAC +7

École nationale de la magistrature de Bordeaux (31 mois)
Accès sur concours à bac +4 minimum : master 1 ou diplôme d'institut d'études politiques

■ **Substitut du procureur (ou « avocat général »)**

NIVEAU BAC +7

École nationale de la magistrature
Accès sur concours à bac +4 minimum : master 1 ou diplôme d'institut d'études politiques.

POUR ALLER + LOIN

■ Découvrez le nouveau site de l'orientation
en région des Pays de la Loire
sur choisirmonmetier-paysdelaloire.fr

■ Retrouvez toutes les publications de l'Onisep
(collection Parcours, collection Dossier...)
sur onisep.fr

■ Visualisez votre futur métier en 3D dans
l'Orientibus, qui sillonne les routes des Pays
de la Loire



PEFC
10-31-1821



Agence pour
le recyclage des
papiers avec
la Région des
Pays de la Loire
et Esalabo.

Août 2022 – © Photo de couverture :
Getty Images – Media Raw Stock

